

La sociologue féministe Héloïse Prévost décrit et analyse l'une des plus massives et originales mobilisations de femmes paysannes d'Amérique latine : la Marche des Margaridas au Brésil. Cette lutte de résistance à l'agrocapitalisme et au patriarcat place au cœur des mouvements populaires brésiliens la revendication du bien-vivre, de l'agroécologie, des féminismes et de la réforme agraire, tout en tissant des liens (parfois en tension) avec la gauche du pays et, particulièrement, avec le Parti des travailleurs et Lula Da Silva, de retour au pouvoir après le mandat tragique et désastreux de l'extrême-droite de Jair Bolsonaro.

Cet article paraît simultanément sur les sites des revues en ligne [Terrestres](#) et Contretemps.

La plus importante mobilisation de femmes du Brésil et de l'Amérique latine, la Marche des *Margaridas*, s'est tenue les 15 et 16 août derniers à Brasília. Une mobilisation de femmes *rurales*. Cette marche a lieu tous les quatre ans depuis les années 2000. Les *Margaridas* réinventent les façons de *faire* politique, d'œuvrer au quotidien, dans les territoires comme dans les espaces politiques. L'agroécologie et le soin, à l'environnement et aux personnes, sont au cœur du « féminisme du bien-vivre » qu'elles revendiquent et construisent. Résister et r-exister. Leur action va de la résistance à l'agrocapitalisme et aux violences, à la négociation et la co-construction de politiques publiques, telles que la promotion de la réforme agraire, l'accès au crédit et à la terre pour les femmes. Grâce à elles, le Brésil a été le premier pays à instituer une politique publique pour l'agroécologie, en 2011. Surtout, elles œuvrent depuis les territoires, en déployant et politisant le *care*^[1] au quotidien. Un exemple d'« utopie réelle » féministe écologiste.

Des droits des travailleuses au féminisme du bien-vivre

La Marche des *Margaridas* porte son nom en hommage à Margarida Maria Alves, première femme présidente de syndicat au Brésil. Cadette d'une fratrie de neuf enfants et originaire de l'État Paraíba dans le *Nordeste*, Margarida Alves a été expulsée de ses terres par des propriétaires fonciers. A la tête du syndicat de sa ville, elle a lutté pour les droits du travail pendant la dictature militaire. Margarida Alves a été assassinée le 12 août 1983 par des hommes armés engagés par de grands propriétaires terriens.

La Marche est née en 2000 pour défendre les droits des travailleuses rurales et combattre le sexisme. Les premiers chants militants encourageaient les femmes à « sortir de leur cuisine », à « venir prendre leur place » en politique. Durant cette décennie, les mobilisations de femmes paysannes se sont multipliées, dénonçant le modèle agroalimentaire au service du capital international et adopté par le gouvernement brésilien. La lutte initiale pour la reconnaissance comme travailleuses rurales, pour l'accès aux droits et aux politiques publiques, a évolué dans les années 2000 vers la construction d'un projet de société intégrant le féminisme, l'agroécologie, la souveraineté alimentaire.

Aujourd'hui, les *Margaridas* sont « unies pour construire un féminisme du bien-vivre ». L'approche du « bien-vivre » des *Margaridas* se distingue d'autres expériences latino-

américaines de « buen vivir » et développe un féminisme pensant, politisant et pratiquant le *care*. L'agroécologie, comme pratique et projet politique, est un pilier de ce féminisme. La notion d'agroécologie désigne bien entendu la production d'aliments sains, la préservation des semences et des écosystèmes, la promotion de la sécurité alimentaire. Mais il s'agit également d'un ensemble de formes sociales, politiques, économiques qui construisent le territoire et la politique. C'est une façon de prendre soin de l'environnement, de le réparer, et de prendre soin des personnes, d'échanger des savoirs, de renforcer les droits des populations rurales, de construire des marchés de producteurs et productrices ; en somme, de *faire* politique au quotidien. Ce bien-vivre s'inscrit dans un double mouvement : résister et r-exister^[2], depuis les territoires.

La praxis construit le projet global. Il s'agit de penser le pouvoir d'en bas, par le faire, depuis les territoires. Par exemple, la production d'aliments sains œuvre pour la sécurité alimentaire, la préservation des semences et de la sociobiodiversité^[3]. Ce sont les populations et les territoires ruraux, dans leur diversité, qui sont au cœur du projet de r-existence :

« On a mis 40 ans pour récupérer la forêt comme elle était avant d'être détruite et brûlée. Il y a des arbres fruitiers natifs comme le murici, qui sont en extinction car à l'époque des patrons, ils ont tout déforesté. Nous, on fait des potagers pour récupérer, pour préserver. »^[4]

Le soin, à la terre, aux arbres, aux plantes, s'articule au soin aux autres et au soin pour soi :

« Mon potager est très important [...] Car c'est ici que nous avons nos racines. C'est notre histoire. On se rencontre pour discuter. Ici, on est très heureuses. Pour moi, mon potager ça représente tout. »

Une solidarité entre femmes permet à certaines de retrouver une autonomie par l'intégration à des projets d'agroécologie :

« L'agroécologie, ça me redonne une dignité, ça m'offre de quoi survivre et ça me renforce, ça me réinsère dans la société. Une chose entraîne une autre. Je vais au réseau de femmes agricultrices, je vais aux rencontres territoriales d'agroécologie, aux rencontres nationales. Ça donne du pouvoir. »

Résister et produire. Semer, planter, travailler la terre, cueillir : « ce processus construit la vie » affirment les *Margaridas*. « L'agro-industrie a un projet de mort qui porte la pauvreté, la violence, la maladie, qui fait dépérir la terre ». Le prendre soin et l'agroécologie sont les fondements de l'acte politique au cœur de la transformation sociale.

Ce projet de vie ne répond pas aux injonctions de « modernité », d'achats frénétiques d'objets et de consommation de loisirs pour compenser le temps passé au travail salarié pour le compte d'autres privilégié-es. Il s'agit d'un acte pour soi, pour sa communauté et sa famille, pour les terres défendues. Maria Emilia Pacheco, militante féministe, anthropologue et membre de l'ONG environnementaliste FASE défend ainsi l'idée que l'agroécologie développe, non pas une « économie de la subsistance » mais bien une « économie de

Cette économie est construite sur des pratiques qui conduisent à cultiver des relations de réciprocité, basées sur la solidarité, la responsabilité et l'intégrité :

« On va vendre sur le marché mais, entre nous, on s'échange. Par exemple, Flor a beaucoup de maracuja mais pas de noix de coco. Alors moi j'amène le coco et elle le maracuja. Je trouve que ça nous renforce beaucoup. »

Le bien-vivre comme axe de lutte mise sur la construction d'une société du *care*. L'objectif est la durabilité de la vie. La vie au centre. C'est par ce mouvement de la marge au centre, ce renversement de paradigme, que se construit une société féministe du bien-vivre. Les *Margaridas* rappellent qu'« il n'y a pas d'agroécologie sans féminisme ».

Qu'entendent-elles par-là ? Si l'agroécologie est défendue comme une transformation écologique et sociale, elle doit combattre l'inégale distribution des ressources, l'inégale division sexuelle du travail, la non reconnaissance de la contribution des femmes aux savoirs environnementaux. Elle doit inclure la lutte contre les violences faites aux femmes et la promotion de l'autonomie et de la participation politique des femmes. Et cette construction de l'agroécologie, elles ne la laissent pas aux autres, et encore moins aux hommes politiques. Elles en sont les actrices.

La Marche : deux journées entre mobilisation, ateliers et colloque participatif

« Regarde comme Brasília est fleurie.

Ce sont les *Margaridas* qui arrivent.

Regarde comme Brasília est fleurie.

C'est la volonté des *Margaridas*.

Nous venons de tous les horizons.

Nous avons tous les types de cheveux.

Grandes, petites, résistantes.

Nous sommes les *Margaridas*.

C'est avec notre sueur que nous nourrissons ce pays.

Nous sommes là pour vous rappeler que ce pays doit changer ! »

Chant traditionnel de la Marche

Près de 120 000 participantes ont foulé les rues de Brasília les 15 et 16 août derniers. Des « femmes des champs, des forêts et des eaux », comme elles se présentent. La Marche est organisée par la CONTAG, la Confédération nationale des travailleurs ruraux agriculteurs et agricultrices familiales, en partenariat avec une vingtaine d'organisations et de mouvements sociaux regroupés au sein d'une « plateforme politique ». Pendant deux jours, ces milliers de femmes – et quelques hommes – venues en bus de tout le Brésil et d'ailleurs, se réunissent dans le parc de la ville de Brasília. Durant la première journée, un foisonnement d'ateliers, de conférences plénières, de groupes de paroles, d'activités plurielles rythme le temps.

Les *Margaridas* mobilisent l'outil des groupes de parole dans une optique à la fois féministe et « freirienne ». Différents groupes sont organisés, comme celui sur les répercussions des violences faites aux femmes ou celui sur les soins collectifs. Il s'agit d'une démarche de pédagogie critique où la « conscience quotidienne », soit les expériences subjectives éprouvées par une position sociale occupée et vécue, constitue en tant que telle un niveau de connaissance. Cette conscience peut être réflexive ou non. Or, en l'absence de réflexivité, l'individu-e est dépourvu-e de capacité de choix.

Comme le développe Paulo Freire dans *Pédagogie des opprimés*^[5], les niveaux de conscience sont situés sur un continuum allant vers la conscience critique. Celle-ci permet d'agir sur la réalité pour la transformer, rappelant que « seule l'action politique dans la société peut entraîner une transformation sociale »⁴. Dans la lignée des groupes féministes, l'entre-soi crée un espace discursif et un environnement de confiance pour libérer la parole, dire sa communauté d'expérience et sa solidarité, analyser les problèmes sur la base de sa propre expérience et impulser des changements. Ces récits partagés sur des oppressions communes permettent d'en identifier les logiques systémiques, construire une identité collective et renforcer sa capacité d'agir.

Des militantes ont organisé un tribunal des femmes, un marché des paysannes, des tentes de soins traditionnels, un espace d'échange de semences paysannes. Bien entendu, un espace ludique pour les enfants est prévu. À 17h, l'ouverture politico-culturelle de la Marche accueille les représentantes des organisations partenaires ainsi que de nombreuses membres du gouvernement ayant participé au processus. La « nuit culturelle » clôture cette première journée en musique, chants et danses, accompagnant les participantes dans leur sommaire installation nocturne, à même le sol, avec les couvertures ou les petits matelas qu'elles ont apportés dans leurs bagages. Quelques heures de sommeil à peine...

Dès 3H30, les lumières se rallument et la musique reprend pour réveiller les foules. Il s'agit pour chacune de se doucher, de prendre place dans l'immense file d'attente pour le petit-déjeuner, et d'ores et déjà de rassembler ses affaires dans les soutes des quelques cinquante bus mobilisés pour l'événement. Une fois cette organisation bouclée, toutes se rassemblent pour le départ de la « marche » à proprement parler. Sur les coups de six heures, les banderoles sont sorties, les groupes se structurent suivant leur État d'appartenance ou leur organisation de militance.

Les *Margaridas* trépiguent d'impatience. Six kilomètres. Six kilomètres sous un soleil de plomb, à respirer l'air aride d'une capitale construite sur un désert. Chapeaux de paille et casquettes sont de rigueur. Des camions attendent les marcheuses à différents points du parcours pour leur tendre des bouteilles d'eau. Anielle Franco, ministre de l'égalité raciale et sœur de Marielle Franco (féministe, militante et sociologue, élue membre du Conseil municipal de Rio de Janeiro comme représentante du Parti Socialisme et Liberté – PSOL – et assassinée le 14 mars 2018), ainsi que Cida Gonçalves, « ministre de la femme », marchent

Aux alentours de 10h, les *Margaridas* arrivent à l'esplanade des ministères, cœur du pouvoir fédéral et de la ville de Brasília. C'est ici que se tiennent les allocutions des membres du gouvernement, répondant aux demandes de la Marche, ainsi que le discours de Lula. Première dans l'histoire de la Marche, Lula signe des propositions de lois dans ce moment même de la cérémonie de clôture, sous les applaudissements et cris de soutien des participantes. En début d'après-midi, après s'être ravitaillées, les *Margaridas* remonteront dans leur bus et reprendront la route. Certaines, comme les militantes du *Nordeste*, la délégation la plus importante de la Marche, voyageront pendant deux jours avant de retrouver leur foyer.

Ces deux jours ne sont que la partie émergée de l'iceberg : un moment de grande représentation publique mettant en avant des groupes et des actrices clés des mouvements sociaux, des syndicats et du gouvernement, pour se retrouver, avoir un moment à soi entre militantes, s'enrichir, concrétiser et faire connaître le travail des *Margaridas*. Deux journées qui célèbrent quatre années de travail, par et avec les femmes rurales.

Résister à l'agrocaptalisme : « Le machisme est le pesticide de la vie des femmes »

Depuis ses débuts, la Marche s'oppose au modèle agrocaptaliste. L'agro-industrie n'est pas seulement un mode intensif de culture des terres, c'est aussi un système - l'agrocaptalisme - articulant les grandes propriétés foncières, les industries chimiques, la métallurgie, la biotechnologie, le capital financier et le marché. Ce système s'appuie sur l'appareil politico-institutionnel et sur les milieux scientifique et technologique. Ainsi, au Brésil, l'alliance des « 3B » (*Boi, Bala, Bíblia*) incarne cette logique agrocaptaliste : au Congrès national siègent trois lobbies, le lobby « ruraliste » (« Boi », soit le bœuf), des lobbies pro-armement (« Bala », balle) et de puissantes églises évangélistes (« Bíblia », bible). Le lobby du *Boi* défend sans relâche les privilèges de l'agrocaptalisme.

Le marché des pesticides est à la fois un outil et le symbole de ce système. En 2020, sous le mandat de Jair Bolsonaro, 493 nouveaux pesticides ont été mis sur le marché : un record dans l'histoire du Brésil qui détient la triste place de premier consommateur mondial de produits « phytosanitaires ». La lutte contre les pesticides est au cœur des dénonciations des *Margaridas* : « Le machisme est le pesticide de la vie des femmes » scandent ces militantes, tissant les liens entre ordre patriarcal et agrocaptalisme. En politique, sur les territoires comme dans leur vie. Plus qu'un parallèle, la violence machiste et la violence agrocaptaliste vont de pair.

Le système agrocaptaliste s'appuie sur la violence domestique comme outil de contrôle. Lorsque les femmes sortent de l'espace du potager, lorsqu'elles dépassent l'assignation à la reproduction sociale, lorsqu'elles échappent au contrôle marital, des stratégies de terreur sont déployées à leur encontre. Prenons l'exemple des maris qui brûlent le champ de leur épouse. Les paysannes pratiquant l'agroécologie en lien avec la société civile, dénoncent régulièrement ce type de violences.

Ces actes représentent à la fois un acte écocidaire (détruire une terre cultivée agroécologiquement, régénérée, sans pesticide), une violence faite aux femmes (économique, matérielle et symbolique), mais aussi une violence politique, dans la mesure où les femmes cultivent de manière agroécologique *dans une démarche politique*. Cette violence, inscrite dans un continuum de violences de genre, est consubstantielle à l'agroculturalisme. Elle s'attache à détruire les alternatives. S'il le faut, en allant jusqu'au féminicide : cela a été le cas de Margarida Alves.

La violence est un outil patriarcal de négation sociale : tuer les possibles pour les femmes, les empêcher d'assumer un rôle politique fort, de prendre la tête, en tant que femme, d'un combat et d'un groupe. Les féminicides rappellent le sort promis aux femmes qui transgressent leur assignation de genre et défient l'ordre « agro-patriarcal ». L'objectif est de les terroriser pour les empêcher de s'organiser.

« Margarida, Margarida ê, sa vie courageuse

nous a appris à vivre.

Mais Margarida n'a pas changé ses façons de faire,

elle n'a pas fait taire son courage,

elle n'a pas abandonné sa banderole.

Elle a signé son nom avec son sang vivant,

elle a préféré mourir en luttant

plutôt que de mourir de faim »

Chant des *Margaridas*

La Marche affirme la continuité de la résistance de Margarida Alves : « Nous sommes toutes des *Margaridas* ». Les *Margaridas* (marguerites en français) sont donc à la fois l'incarnation de la résistance de femmes rurales comme Margarida Alves, et le symbole de la résistance des marguerites, ces fleurs qui poussent et repoussent spontanément dans les champs, qui annoncent le printemps et la fin des temps obscurs. Alors qu'il était emprisonné sous le mandat de Jair Bolsonaro en 2019, Lula, répondait à la lettre que lui avaient adressée les *Margaridas* en soulignant :

« Le Brésil est aujourd'hui gouverné par la haine et la folie de ceux qui s'imposent pour les puissants (...) C'est pourquoi je tiens vraiment à saluer le véritable courage de cette marche (...) C'est un moment difficile qui passera (...) ils n'arrêteront pas le printemps, les *Margaridas* sont arrivées. »

Condamner les violations des corps et territoires pour les profits étrangers

La Marche est un espace de dénonciation, de compréhension et d'analyse des secteurs qui impactent la vie et les territoires. C'est depuis leurs expériences qu'elles ont organisé le « Tribunal populaire des femmes des champs, des forêts, des eaux » pour la souveraineté alimentaire, hydrique et énergétique. L'objectif est de créer un espace éthico-politique pour dénoncer les graves violations liées à l'expansion des projets agro-hydro-industriels, miniers et énergétiques.

L'objectif est « d'amplifier les voix des femmes qui vivent et subissent les impacts de ce modèle prédateur de développement capitaliste, qui détruit la nature et la vie », ainsi que d'amplifier « les processus de résistance que ces femmes ont expérimentés ». Huit mouvements sociaux^[6] se sont liés pour cette initiative.

« Nous sommes victimes du modèle énergétique brésilien qui opprime les femmes et construit des barrages. Nous résistons aux crimes commis par la société minière Vale dans les États de Minas Gerais et d'Espírito Santo, dans les cas des catastrophes provoquées de Mariana et de Brumadinho. Ce sont les femmes qui souffrent le plus. Les barrages détruisent les espaces humains et sociaux. Ils provoquent des problèmes psychologiques et de la violence. Nous vivons dans des régions où l'eau est rare pour boire, cuisiner et planter. Nos régions sont occupées par des sociétés transnationales qui considèrent le Brésil comme un territoire à contaminer (...)

Nous connaissons la peur d'être réveillées à l'aube par la boue. Ce sont de véritables bombes au-dessus de nos têtes. Il n'existe aucun plan de réparation des droits, aucun plan de sécurité. Seul le profit est prévu. Nous dénonçons le manque d'entretien et d'inspection de ces projets et l'absence de responsabilité de la part des entreprises. Nous souffrons de voir nos vies détruites pour construire des barrages au profit d'intérêts étrangers (...) En raison de l'absence de réglementation, nous, les femmes, sommes condamnées à divers types de situations : augmentation des taux de violence, cas de viols, eau contaminée, sol contaminé, avortements, suicides, effets climatiques, criminalisation, ce qui signifie que la ville qui abrite le plus grand barrage hydroélectrique du pays, Belo Monte, est également la ville la plus violente du pays. »

Après avoir écouté les témoignages, un jury, composé de femmes impliquées dans les domaines de la politique, du droit et de la recherche sur les questions socio-environnementales, rédige un jugement symbolique condamnant les responsables des violations des droits et leurs crimes.

*« Le jury juge l'État brésilien coupable de ne pas avoir développé de projets économiques et de développement **avec** participation sociale et capables de s'attaquer aux inégalités sociales et aux injustices sociales historiques, surtout, aux injustices territoriales. Le jury estime que les gouvernements ont le devoir de consulter la population lorsqu'ils s'engagent dans des projets de développement (...)*

Ces crimes de dévastation doivent être reconnus comme un écocide. Nous condamnons la priorisation des intérêts des entreprises de construction de barrages, transnationales sur les droits des peuples, les capacités des peuples à préserver leurs droits d'être et de vivre (...) Nous nous faisons l'écho des voix des femmes et réaffirmons les véritables coupables, l'État brésilien, qui blesse les entrailles de la terre. Nous tenons l'État brésilien pour coupable et nous sommes ici pour créer un autre processus de vie. »

La dénonciation et la condamnation populaire sont des outils de lutte fondamentaux : il s'agit d'une rupture avec la culture de l'impunité des violences et de la résignation voulue par l'agrocapital. Comme de nombreux mouvements de résistance, notamment écoféministes, les *Margaridas* défendent et incarnent une double dynamique. La dénonciation est vitale mais elle va de pair avec le dépassement ; le récit ne s'arrête jamais là. Ces dynamiques sont bien connues en autodéfense féministe : ce sont des « histoires de réussite », la diffusion de récits alternatifs.

La valorisation des possibles positifs a un rôle social central : comme le souligne le sociologue Erik Olin Wright^[7], « les limites du réel de ce qui est réalisable dépendent en partie des croyances [...] portant sur ces limites ». Il faut développer l'imaginaire politique et « redonne[r] sens quant à la possibilité d'un changement social émancipateur ». Ainsi, en montrant que les violences ne les arrêtent pas, que les attaques à la nature ne les stoppent pas, elles visibilisent les possibles de dépassement et les alternatives existantes. Elles permettent leur démultiplication.

« Reconstruire le Brésil »... avec le Parti des Travailleurs (PT) ?

La Marche s'affirme comme un espace de dialogue et de négociation politique avec l'État. Son caractère original réside dans le fait de ne pas se limiter à une mobilisation sociale mais de construire des propositions. Cette mobilisation a aujourd'hui 23 ans. Cette édition revêt un caractère inédit : elle marque la fin d'années sombres après le coup d'état institutionnel et sexiste contre Dilma Rousseff le 31 août 2016, la « présidence » par intérim de Michel Temer puis le mandat de l'ancien militaire et homme d'extrême droite Jair Bolsonaro.

Ces dernières années, le Brésil a connu un renforcement de l'offensive néolibérale, une hausse du nombre de projets extractivistes, un démantèlement institutionnel (exemple emblématique, la suppression du ministère du Développement agricole dédié à l'agriculture familiale) et l'explosion des violences. Une nécropolitique. La Marche fait le pari de « reconstruire le Brésil », en collaboration avec le Parti des Travailleurs. Un travail de base a été réalisé pendant quatre ans afin de rassembler des réflexions, des idées, des analyses depuis les territoires et de les transformer en mesures politiques. Un document comportant revendications et propositions politiques autour de 13 axes thématiques^[8] a ainsi été élaboré. Entre le 1er janvier 2023 (prise des fonctions de président de la République de Lula) et les journées de la Marche (15-16 août), 23 membres du gouvernement de 13 ministères ont travaillé avec les membres de la Marche pour concrétiser ces demandes.

Lors de la cérémonie de clôture de la Marche, Lula a ainsi annoncé et signé 8 décrets : plus de 13 millions de *reais* (2 500 000 euros) dédiés à l'assistance technique agroécologique, un plan d'urgence pour la réforme agraire priorisant les femmes, l'appui à la création de 90 000 potagers productifs (espaces productifs traditionnellement travaillés par les femmes rurales), la création d'une commission spéciale pour coordonner la lutte contre les violences de genre en milieu rural, l'élaboration d'un « plan national de citoyenneté et bien-vivre » pour les femmes rurales, le lancement d'un programme national de prévention du féminicide, la création d'un groupe de travail interministériel chargé d'élaborer le plan national pour la jeunesse et la relève rurale, la reprise de la politique nationale pour les salarié-es du rural afin de renforcer leurs droits sociaux, la reprise du programme « bourse verte » en appui aux familles vivant dans les aires de protection environnementale, une résolution pour l'alternance dans l'éducation de base et l'enseignement supérieur permettant aux étudiant-es vivant en milieu rural de concilier la routine scolaire quotidienne et leur environnement de vie et de travail.

La Marche est depuis sa création un espace de collaboration avec le Parti des Travailleurs. Cependant, pour la première fois cette année, les mesures proposées par les *Margaridas* sont travaillées avec des membres du gouvernement *avant* l'évènement. Pour la première fois cette année, des décrets sont signés le jour J. Cette marque forte d'institutionnalisation grandissante de cet espace est sans aucun doute alimentée par le retour de Lula au pouvoir. Jamais autant de membres du gouvernement n'avaient été impliqué-es dans le processus politique de la Marche. Jamais autant de membres du gouvernement n'avaient été présent-es à l'évènement.

S'il s'agit d'une démonstration de négociation sociale entre mouvements sociaux et gouvernement, cette collaboration n'est pas sans rappeler les critiques passées portées au Lulisme de cooptation des mouvements sociaux et ainsi d'affaiblissement de la critique sociale. Lula a-t-il su tirer les leçons de ces critiques ? Après la dévastation politique du Bolsonarisme, sommes-nous face à une impatience vitale de reconstruction démocratique ? Quoi qu'il en soit, l'édition 2023 marque une accélération dans la concrétisation de mesures gouvernementales.

Cette posture n'est pas propre à la Marche : au cours des précédents mandats de Lula, une partie importante du mouvement environnementaliste avait critiqué la posture développementaliste du Président (avec exportation de matières premières et grands projets d'infrastructure à forts impacts environnementaux), des représentant-es avaient quitté le gouvernement suite au départ en mai 2008 de la ministre de l'environnement et militante écologiste Marina Silva. Avec la réélection de Lula en 2023, Marina Silva réintègre le ministère de l'environnement et du changement climatique en promettant de sortir le Brésil du rôle de « paria de l'environnement ». Le retour de Lula au pouvoir suscite des espoirs à l'échelle internationale. Après des années d'offensive néolibérale autoritaire et écocidaire, les acteurs nationaux et internationaux misent sur ce changement politique pour renforcer l'action environnementaliste et démocratique. Sans pour autant être dépourvus de regard critique sur la posture luliste.

L'exemple de la Marche illustre la complexité d'une praxis féministe anticapitaliste. Une combinaison entre objectif général « d'efficacité politique » et pragmatisme. La Marche fait front commun mais est composée de mouvements et organisations aux postures variées. Si les mouvements comme le Mouvement des femmes paysannes, la Marche mondiale des femmes et l'Articulation des femmes brésiliennes s'affirment anticapitalistes, ce n'est pas le cas de la CONTAG. Au sein de la Marche, un travail important de définition politique est réalisé, les organisations élaborent ensemble un positionnement et une praxis.

Lula est un syndicaliste qui défend la vision de la consommation pour tous·tes. La Marche demande le « bien-vivre », Lula répond « développement ». Reste que les organisations de la Marche visent l'amplification de la force politique des femmes, conscientes de leurs positionnements variés en interne et des compromis visant à concrétiser l'avancée politique. Au retour de Lula au gouvernement, ces mêmes organisations se sont coordonnées pour indiquer une femme alliée à la tête du ministère du développement agricole : un poste stratégique pour la construction de politiques publiques pour le rural intégrant une perspective féministe.

Loin d'une posture de féminisme d'État, il s'agit plutôt d'un « espace de la cause » où les militantes de différents pôles (université, ONG, syndicats, mouvements sociaux, etc.) construisent ensemble des stratégies diverses : entrisme au sein des institutions, contribution à l'élaboration des politiques publiques, alliances entre les secteurs. Surtout, ne pas tout miser sur les politiques publiques. Même si la Marche consacre des efforts extra-ordinaires pour leur construction, cette démarche est consubstantielle au travail de base de chaque organisation qui la compose. Ainsi, en articulant ces différents espaces politiques, le féminisme du bien-vivre construit une autre façon de *faire* politique, ascendante et collective.

Notes

^[1] Joan Tronto définit le *care* comme « une activité caractéristique de l'espèce humaine qui inclut tout ce que nous faisons en vue de maintenir, de continuer ou de réparer notre « monde » de telle sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible », qui peut donc s'appliquer à l'environnement (soin, réparation et préservation de la nature).

^[2] Dans la littérature décoloniale latino-américaine et féministe brésilienne, la notion de r-existence insiste sur le fait que « Résister n'est pas qu'une réaction à l'envahisseur mais une forme de r-existence car cela incorpore de nouveaux horizons de sens réinventés dans les circonstances. Iels résistent parce qu'iels existent, pour autant, iels r-existent. » (ma traduction), comme l'indique Carlos Walter Porto-Gonçalves.

^[3] Le concept de sociobiodiversité vise à reconnaître les savoirs et le rôle des populations traditionnelles dans la préservation de la biodiversité.

^[4] Les témoignages sont issus de « Pour un *empowerment* socio-environnemental. Sociologie d'un mouvement féministe alternatif au Brésil », Héloïse Prévost, thèse de doctorat de sociologie, Université Toulouse Jean Jaurès, 2019.

^[5] FREIRE P., 1974, *Pédagogie des opprimés*, Paris, François Maspero.

^[6] Le groupe « Femmes » de la CONTAG, le groupe de travail « Femmes » de l'Articulation Nationale d'Agroécologie, l'Articulation des Femmes Brésiliennes, la Marche Mondiale des Femmes, le Mouvement des Atteints par les Barrages, le Mouvement Inter-étatique des Casseuses de noix de Coco Babaçu, le Pôle de la Borborema, le Mouvement Coordonné de Femmes de l'Amazonie.

^[7] WRIGHT E.O., 2010_2017, *Utopies réelles*, La Découverte, 613 p

^[8] Construction d'une démocratie participative et de la souveraineté populaire, liberté des femmes sur leur corps et leur sexualité, protection de la nature incluant la justice environnementale et climatique, autodétermination des peuples incluant la souveraineté alimentaire, hydrique et énergétique, démocratisation de l'accès à la terre et la garantie des droits territoriaux et maritimes, droit d'accès et d'usage de la biodiversité en défense des communs, droit à une vie saine au moyen de l'agroécologie et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, autonomie économique, droit à la santé et à l'assistance sociale publique, universelle et solidaire, accès à l'éducation publique non sexiste et antiraciste, droit à une éducation du et dans le rural, universalisation de l'accès à internet et l'inclusion digitale.